

## «Un accord doit pouvoir être résilié»

**SOVERAINETÉ** Vice-présidente de l'UDC, cheffe d'entreprise, Magdalena Martullo-Blocher défend avec vigueur l'initiative pour l'autodétermination et confie qu'elle consacre désormais 50% de son temps à la politique

PROPOS RECUEILLIS

PAR BERNARD WUTHRICH, BERNE

🐦 @BdWuthrich

Magdalena Martullo-Blocher pèse de plus en plus sur l'UDC, dont elle est la vice-présidente. Cheffe d'entreprise, membre du comité d'Economiesuisse, elle est en désaccord avec les grandes centrales économiques à propos de l'initiative sur l'autodétermination.

**Pourquoi l'initiative populaire pour l'autodétermination est-elle si importante pour la Suisse?** C'est une question de démocratie directe. Il s'agit de savoir qui a le dernier mot à propos de ce qui se passe chez nous. Le peuple suisse ou les organisations internationales? Cette initiative garantit que c'est le peuple qui continuera de décider.

**«Heureusement, Ueli Maurer reste encore pour une législature. Le moment venu, l'UDC aura aussi des candidates»**

**Dans quels cas les droits démocratiques seraient-ils restreints aujourd'hui?** Regardez comment fonctionnent l'UE ou d'autres organisations comme l'OCDE. Du jour au lendemain, de nouvelles règles sont imposées et la Suisse doit les reprendre dans son droit intérieur. La conséquence, c'est que nous devons transmettre des données de clients des banques à des Etats corrompus, nous ne pouvons pas expulser des criminels étrangers, nos soldats doivent faire enregistrer leurs armes, des immigrés

moins qualifiés entrent dans le pays alors que nous n'avons pas d'emploi pour eux. Aujourd'hui déjà, le Conseil fédéral et le parlement ignorent la volonté populaire en ne mettant pas en œuvre l'initiative sur l'immigration de masse.

**Comment expliquez-vous qu'Economiesuisse, dont vous êtes membre, et Swissmem s'y opposent avec véhémence?** Ces associations ont peur que le peuple ne veuille plus d'accords internationaux. Mais le peuple n'est pas opposé aux traités internationaux, à condition qu'ils soient utiles à notre pays. Et l'on doit pouvoir les adapter ou les résilier. Comme un mariage! Le peuple suisse a doté notre pays de meilleures conditions-cadres que dans d'autres pays. Nous avons un taux de chômage plus bas et un niveau de prospérité plus élevé que tous les Etats de l'UE! Regardez ce qui se passe en Italie, en Espagne et en France!

**Mais tous les autres partis sont aussi opposés à cette initiative. C'est donc bien la preuve qu'elle pose problème, non?** Ils veulent exercer le pouvoir eux-mêmes et se sentir importants sur le plan international.

**Les accusez-vous de vouloir abolir les droits populaires?** Ils sont prêts à avaler un accord-cadre Suisse-UE qui forcerait les cantons à abolir leurs régimes fiscaux, qui ne permettrait pas aux banques cantonales et aux entreprises électriques de survivre dans leur forme actuelle. Je suis convaincue que le peuple suisse souhaite continuer de décider lui-même les règles qui prévalent dans notre pays.

**Comptez-vous sur cette initiative pour gagner les élections de l'automne 2019?** Non. Mais ce sont les autres partis qui ne veulent pas qu'on vote sur cette initiative en année électorale. Ils ont peur que les citoyens se rendent compte que seule l'UDC défend les droits du peuple.

**Cette initiative ne va-t-elle pas isoler la Suisse et mettre la voie bilatérale en péril?** Pas du tout. La Suisse n'a jamais été isolée. Le peuple n'est pas stupide! Nous voulons tous voyager, faire des affaires. J'en fais avec le monde entier tous les jours. Mes clients me demandent régulièrement si c'est parce qu'elle a un bon gouvernement que la Suisse connaît tant de réussite. Je leur réponds que notre gouvernement de milice est encore pire que le leur, mais il a moins à dire que le leur. Chez nous, c'est le peuple qui décide.

**Que pensez-vous du travail d'Ignazio Cassis?** Il ne cherche pas autant la reconnaissance internationale que son prédécesseur Didier Burkhalter. Il est aussi plus malin. Mais il faudra le juger sur les actes. L'accord-cadre ne doit pas être signé.

**Pouvez-vous soutenir la décision du Conseil des Etats de regrouper le**

**Projet fiscal 17 et l'AVS?** La réforme fiscale est très importante. La Suisse doit rester fiscalement attractive. Le projet refusé en 2017 n'apportait rien au peuple. L'AVS est confrontée à de grandes difficultés financières. Je peux donc être d'accord avec la proposition de lier les deux sujets. Mais il ne suffit pas de verser plus d'argent à l'AVS, il faudra aussi la réformer

# LE TEMPS

---

à long terme. La retraite à 65 ans pour tous est nécessaire. L'AVS et les primes d'assurance maladie élevées relèvent du socialiste Alain Berset. Mais il ne propose aucune solution! Après l'échec de la RIE III, Ueli Maurer a rapidement présenté un nouveau projet.

**Vous êtes vice-présidente de l'UDC Suisse. Le parti vient de subir une série d'échecs électoraux, y compris à Berne et à Zurich. Comment pensez-vous gagner les élections fédérales de l'an prochain?** Nous sommes le premier parti de Suisse et voulons maintenir nos positions. Surtout en Suisse romande, nous devons montrer davantage ce que nous faisons pour elle, et pour les villes, où l'on veut des crèches à prix abordables, des solutions pour le trafic, sans flux de frontaliers qui font pression sur les salaires. Nous nous engageons pour la

**«Nous avons un taux de chômage plus bas et un niveau de prospérité plus élevé que tous les Etats de l'UE»**

place financière, nous avons pu empêcher tout un tas de tracasseries pour les PME, par exemple dans la loi contre le travail au noir ou le droit des sociétés anonymes. Mais nous devons aussi nous organiser de manière plus professionnelle. Nous sommes un grand parti mais nos structures sont celles d'un petit.

**Consacrez-vous toujours plus de temps à votre mandat politique? Etes-vous toujours prête à vous mettre à disposition pour le Conseil fédéral en cas de nécessité?** J'y consacre environ la moitié de mon temps. Heureusement, Ueli Maurer reste encore pour une législature. Le moment venu, l'UDC aura

aussi des candidates. Je souhaite rester une femme entrepreneur. Je ne fais de la politique que parce que la Suisse en a besoin et cela en vaut la peine. ■

COLLABORATION: SIMON MARTI ET MARCEL ODERMATT (SONNTAGSBlick)

Datum: 11.06.2018

# LE TEMPS

---



Magdalena Martullo-Blocher: «La Suisse n'a jamais été isolée. Le peuple n'est pas stupide! Nous voulons tous voyager, faire des affaires. J'en fais avec le monde entier tous les jours.» (DOMINIC BÜTTNER)